

Aucun peuple, aucun gouvernement ne peut par lui seul régler les problèmes relatifs à l'inflation, au chômage, aux balances déficitaires et aux fluctuations des devises. Personne n'échappera aux répercussions plus graves encore qu'entraîneraient des décisions égoïstes et à courte vue. La circulation monétaire, les obstacles au commerce et les taux de change ne constituent pas des problèmes d'ordre purement technique. Il y va de la dignité de l'homme. Le chômage, la malnutrition, la famine et le dénuement sont un affront pour tous les hommes. Nous les ignorons au prix de notre bien-être et de notre sécurité.

Si nous voulons que le progrès social et le développement économique se poursuivent, une redéfinition et une intensification de la coopération internationale s'imposent de toute urgence. Nous nous devons tous de contribuer à cet effort de coopération. Mais il incombe avant tout aux pays qui disposent de vastes ressources financières de s'assurer que leurs investissements soient utiles et constructifs, qu'ils n'aient pas pour effet de nuire, mais bien de contribuer à la stabilité de l'économie mondiale.

A l'heure actuelle, il n'est pas de tâche plus urgente au point de vue du développement que de renforcer l'économie mondiale. Lorsque la production et la demande fléchissent dans les pays industrialisés, nous en souffrons tous, quel que soit notre niveau de développement. Les difficultés auxquelles doivent alors faire face les pays industrialisés prennent les dimensions d'une crise dans les pays en voie de développement et d'un désastre dans les nations les plus touchées.

Nos inquiétudes sont fondées, mais il y a également lieu de nourrir quelques espoirs:

Le Fonds monétaire international a pris certaines mesures importantes en vue d'une réforme systématique et progressiste du système monétaire.

L'ouverture d'importantes négociations commerciales semble être imminente.

Un certain nombre de pays industrialisés se sont engagés à éviter de combler le déficit de leur balance des paiements par des mesures visant à limiter les échanges commerciaux.

Mais il ne faut pas s'arrêter là. Les programmes d'aide au développement doivent se poursuivre et, si possible, prendre de l'ampleur. Les organismes internationaux oeuvrant dans cette sphère doivent donc